

LES DYNAMIQUES POPULAIRES FACE A LA CRISE DE L'EMPLOI EN CÔTE D'IVOIRE

Robert Gnabro Loba, PhD

Enseignant-chercheur, Université de Bouaké, Côte d'Ivoire

Abstract

Although often ignored by the authorities as well as literature, the popular dynamic response to the crisis of employment is a fact of life in Côte d'Ivoire. They are all done by individuals and groups with diverse interests. They derive from the distrust of local population vis-à-vis the authorities. Secondly, they are made from the transformation of the image of poverty. Indeed, poverty is now seen not as inevitable but as a negative situation that can be improved. The politicians would benefit, to ensure the success of their own actions, to better understand these dynamics and to get them to act in synergy with them.

Keywords: Poverty, unemployment, self-employment strategy, local development

Résumé

Les dynamiques populaires face à la crise de l'emploi, bien que souvent ignorées par les autorités ainsi que par la littérature, constituent une réalité incontournable en Côte d'Ivoire. Elles sont autant le fait d'individus isolés que de groupements aux intérêts divers. Elles témoignent d'une part de la méfiance des populations locales vis-à-vis des autorités et, d'autre part, de la transformation positive de l'image sociale de la pauvreté, celle-ci étant désormais perçue non plus comme une fatalité, mais plutôt comme une conjoncture néfaste perfectible. Les autorités politiques gagneraient, pour garantir le succès de leurs propres actions, à mieux comprendre ces dynamiques populaires et à les amener à agir en synergie avec elles.

Mots-clés: Pauvreté ; Chômage ; Auto-emploi ; Stratégie populaire ; Savoirs locaux ; Développement local

Introduction

La situation de l'emploi en Côte d'Ivoire, déjà très difficile dès les premiers moments de l'indépendance acquise en 1960 (Ministère du Plan, 1977 : 551), s'est aggravée progressivement depuis le début de la décennie 80 en dépit des efforts de l'autorité. Certes les autorités ivoiriennes ont-elles engagé leur action avec une dizaine d'années de retard par rapport aux premières manifestations du phénomène. Cependant, l'ardeur et la constance de cette action depuis sa mise en œuvre inaugurale au début de la décennie 90 [1], tantôt à travers des programmes directement conçus et pilotés par le pouvoir central ou par l'un de ses mandants, tantôt par des actions initiées et menées dans les collectivités locales, promettaient sinon l'éradication, du moins la maîtrise parfaite du chômage. Il est aujourd'hui honnête de reconnaître que la promesse n'a pas été tenue et que le pari d'une « société sans chômeurs et sans mendiants » (Ministère du Plan, *op. cit.*) est loin d'être gagné. Bien au contraire, le niveau du chômage a atteint des proportions intolérables qui autorisent à parler d'une crise de l'emploi. Selon les statistiques officielles ressassées à longueur de journées par la presse à sensation, quatre millions de personnes, soit le cinquième de la population totale mais près de 40% de la population économiquement active, vit une situation de chômage de longue durée. Et celle-ci n'est pas près de s'améliorer. Aux millions de chômeurs qui battent le pavé, s'ajoutent chaque année plusieurs autres milliers de jeunes sortis des écoles et universités avec ou sans qualification. Le chômage est en effet devenu comme une fatalité pour la jeunesse ivoirienne. Chacun est quasiment assuré d'en faire la triste expérience, une expérience longue et douloureuse, à la fin de ses études ou lorsqu'il parvient à la majorité quel que soit son niveau d'études ou de qualification. Le désarroi dans la population est à son comble. Désespérées, les individus entreprennent des actions tant individuelles que collectives en vue d'améliorer leur quotidien indépendamment des actions publiques.

Ces dynamiques populaires n'ont pas semblé intéresser les chercheurs. Si ceux-ci se montrent souvent très prolixes en ce qui concerne les actions institutionnelles (et ont-ils là encore proposé un compte-rendu exhaustif ?), ils font plutôt l'impasse sur celles émanant des populations elles-mêmes. Le présent article se propose de pallier cette insuffisance. Il s'appuie sur des données collectées à l'occasion de recherches effectuées dans le cadre de nos études doctorales, lesquelles ont été utilement complétées par d'autres données, collectées pour les besoins de la cause, grâce à des recherches documentaires, des observations directes et des entretiens avec des personnes ressources. Le traitement des données de cette deuxième génération a consisté essentiellement en une analyse thématique doublée d'une analyse de contenu, effectuées sous le logiciel Nvivo. L'analyse des données a été faite sur un fond de

constructivisme social, théorie suivant laquelle « toute réalité sociale est une construction », c'est-à-dire qu'elle « est le résultat de processus sociaux et historiques et donc historiquement contingente » (Corcuff, 1995 : 17). En d'autres termes, la pauvreté est une construction sociale. Et c'est la façon suivant laquelle les individus construisent cette réalité sociale, individuellement ou non, qui détermine leurs comportements à son égard. Les dynamiques populaires doivent donc être perçues comme des réponses individuelles ou collectives au problème social qu'est la pauvreté dans sa dimension relative à la crise de l'emploi. Nous exposerons ci-après, avant de nous interroger sur leur signification sociale, la façon suivant laquelle elles se manifestent.

I – Phénoménologie des dynamiques populaires

L'expression « dynamiques populaires » doit être entendue par opposition aux « actions institutionnelles ». Celles-ci renvoient aux actions posées par les autorités étatiques elles-mêmes à travers des activités gouvernementales ou par des collectivités décentralisées, des programmes, projets ou institutions spécialement mises en place. Les dynamiques populaires consistent donc en des actions posées par des personnes physiques ou morales ne faisant pas partie de celles qui viennent d'être énumérées. Ce sont des actions posées par les populations elles-mêmes, de leurs propres initiatives, indépendamment des actions institutionnelles. Elles sont posées soit par des personnes prises individuellement, soit par des groupements de personnes. Il revient par conséquent que les dynamiques populaires s'expriment de deux façons différentes. L'on note d'une part les dynamiques individuelles et, de l'autre, les dynamiques collectives.

1.1 – Les dynamiques individuelles

Les dynamiques individuelles face à la crise de l'emploi en Côte d'Ivoire s'expriment, ainsi qu'il vient d'être dit, à travers des actions posées individuellement par les populations en vue d'améliorer chacun son quotidien. Ces populations ont en effet conscience que le chômage représente une des diverses manifestations de la pauvreté, sa dimension majeure pour ainsi dire. Aussi, améliorer son quotidien revient-il pour chacun à se hisser hors de la sphère de la pauvreté par l'occupation d'un emploi bien rémunéré. Bien sûr, certains individus font souvent référence à l'adage populaire selon lequel « le riche vient du ciel », faisant de la pauvreté une fatalité. Ils marquent ainsi leur indifférence vis-à-vis de la question de l'emploi et s'en remettent strictement aux autorités qu'ils accusent de ne pas en faire assez pour les soulager de la pauvreté. Des propos tels :

« Les autorités se moquent toujours de nous comme ça ! Elles nous demandent souvent nos ambitions pour se donner une bonne conscience. »

Ou

« Toi-même tu me vois ! Dans ma situation actuelle, de quoi veux-tu que je rêve encore ? Mon ambition, c'est de vivre [survivre (sic)] et mourir un jour. »

qui sont revenus de façon récurrente lors des différents entretiens, sont des manifestations de cette attitude défaitiste et misérabiliste qui trahit l'indifférence. Par contre d'autres individus, de loin les plus nombreux, déploient des stratégies pour sortir des serres de la pauvreté. Ces stratégies reposent pour chaque individu sur son équation personnelle en termes de caractéristiques sociodémographiques que sont entre autres l'âge, le niveau d'étude, et le passé professionnel.

1.1.1 – Les stratégies liées à l'âge

L'âge est une variable que l'individu mobilise pour une large part dans la construction de sa stratégie. En effet, ses attitudes et comportements vis-à-vis de la question du chômage et de l'emploi varient en fonction de son âge. De façon générale, les individus ambitionnent dans leur jeune âge, principalement avant trente-cinq (35) ans (Loba, 2010, *op. cit.*), de trouver un emploi bien rémunéré auprès d'une grande entreprise. Galvanisés par ce rêve (d'enfant), confiants de disposer de plus d'atouts que ceux de leurs 'aînés' à qui la chance n'a pas souri, ils accourent presque tous, de leurs villages natals ou d'une ville de l'intérieur, vers Abidjan où se concentre l'essentiel des entreprises modernes que compte la Côte d'Ivoire. Au-delà de cet âge, l'ambition de se faire embaucher décroît rapidement et s'annule à quarante-cinq (45) ans pendant que se développe celle de créer sa propre affaire. Très timide au départ, celle-ci croît en pente raide à partir de trente-cinq (35) ans et atteint son pic à quarante-cinq (45) ans, entame une chute en pente douce jusqu'à cinquante-cinq (55) ans puis décroît très rapidement. Les stratégies que les individus déploient sur la base de leur âge évoluent ainsi que le montre le schéma ci-après.

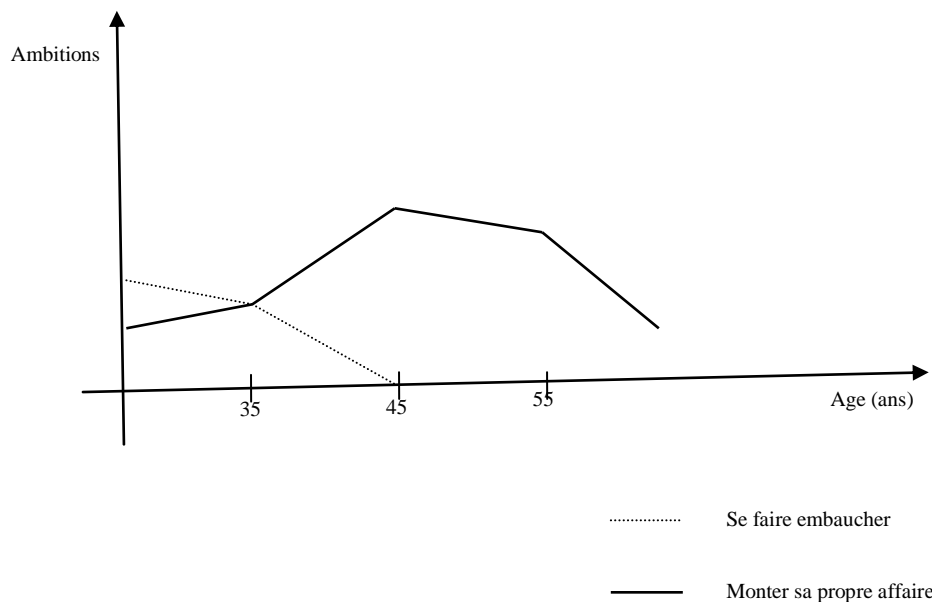


Schéma N° 1 : Evolution de la stratégie des individus en fonction de leur âge

1.1.2 – La mobilisation du niveau d'étude et de qualification

Tout comme l'âge, le niveau d'étude est aussi une variable qui influence les stratégies des populations face à la crise de l'emploi. Leurs attitudes et comportements face à cette crise varient en effet en fonction de leur niveau d'étude. Il ressort des propos des interviewés, et cela corrobore les résultats des enquêtes statistiques que nous avons menées par ailleurs (Loba, *op. cit* : 249), que les individus disposant d'un niveau d'étude suffisant, celui de l'enseignement secondaire ou supérieur, ont un penchant très marqué pour la recherche d'une embauche. Par contre, ceux qui sont analphabètes et ceux qui disposent d'un niveau de l'enseignement primaire, donc peu ou pas instruits, développent une nette préférence pour la création de leurs propres activités génératrices de revenus. Par ailleurs, il revient que plus les individus sont instruits, moins leur propension à s'engager dans l'entrepreneuriat est grande, et plus grande est leur ambition de se faire embaucher auprès d'une grande entreprise ainsi que le traduit fort bien le schéma ci-après.

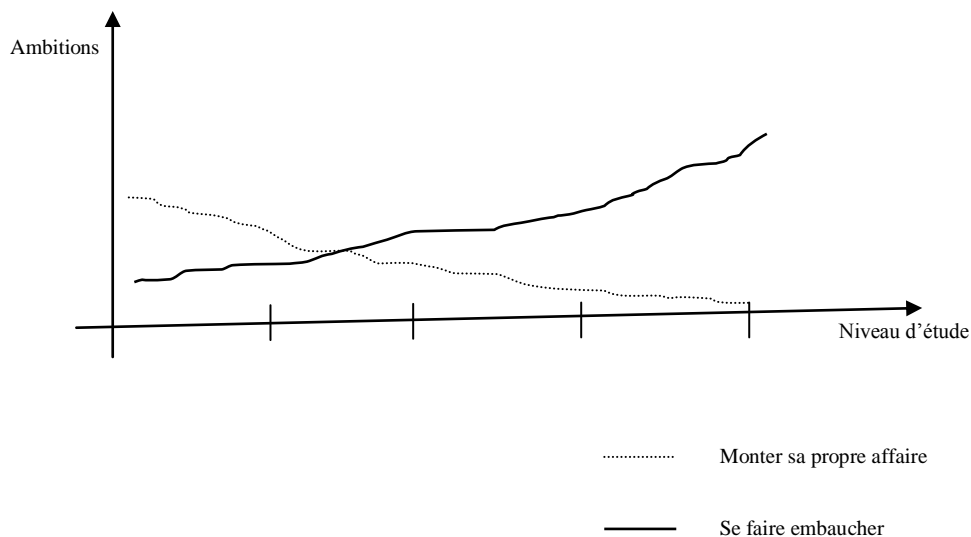


Schéma N° 2 : Evolution de la stratégie des individus en fonction de leurs niveaux d'étude

1.1.3 - Les stratégies fondées sur l'expérience professionnelle

L'expérience professionnelle de l'individu est également une ressource qui détermine ses stratégies face à la crise de l'emploi. Les Personnes encore en activité parce qu'occupant un emploi dans l'administration publique ou privée marquent tantôt leurs indifférence face à la question de l'emploi ou, posent tantôt des actions en vue d'améliorer leurs conditions soit par l'obtention d'un emploi mieux rémunéré, soit par la création de leur propre activités génératrices de revenus. De même, les personnes qui n'ont aucune expérience professionnelle sont, de leur part, plutôt indifférentes face à cette question. En générale, elles ne posent pas d'actions significatives lorsqu'elles sont encore jeunes, et instruites de surcroît. Elles s'en remettent, ainsi que nous l'avons souligné plus haut, à l'autorité de laquelle elles attendent la création des emplois. Aussi leurs récriminations et autres jérémiades contre les personnes qui incarnent l'autorité politico-administrative sont-elles très sévères. Par contre, les personnes qui disposent d'une expérience professionnelle probante pour avoir fait faillite à l'occasion d'une activité antérieure ou pour avoir fait l'expérience du licenciement sont actives dans la recherche soit d'une (autre) embauche, soit dans la création d'une (autre) activité génératrice de revenu.

En définitive, l'on aura déjà probablement bien compris que les dynamiques individuelles face à la crise de l'emploi en Côte d'Ivoire empruntent trois voies différentes. Il y a d'abord des attitudes que l'on pourrait qualifier de conformisme, mais qui n'en sont pas dans la réalité. Personne ne s'en réclame en effet. Cependant, le constat est bien établie que certains individus attendent passivement de trouver un emploi soit dans l'administration, soit

dans le secteur privé. Passivement avons-nous dit, parce qu'ils espèrent pour la plupart que la manne leur tombe du ciel. Blanchis et nourris par leurs géniteurs ou par un "parent quelconque" malgré leur âge avancé, ils ont foi en général que le Père Noël viendra leur octroyer de l'emploi. Et c'est l'homme providentiel, c'est presque toujours quelque personne du réseau social de l'intéressé dont celui-ci attend qu'il mobilise ses propres réseaux sociaux à lui afin de lui trouver un poste dans une entreprise privée, ou qu'il débourse des dessous de table pour lui permettre de "réussir" à un concours de la fonction publique. Il y a ensuite les individus aux attitudes et comportements diamétralement opposés à ce qui vient d'être décrit. Contrairement aux individus dont il vient d'être question, les personnes de ce deuxième groupe posent des actes dans le dessein d'améliorer elles-mêmes leurs situations. Mais la nature des actions qu'elles mènent autorise à les classer en deux groupes suivant qu'elles cherchent à monter leurs propres affaires ou à se faire embaucher. Dans le premier cas, le manque ou l'insuffisance de leur épargne les amène à s'orienter vers le secteur informel où les besoins de financement sont minimes. Dans le second, les individus s'adressent également au secteur informel en attendant de trouver un emploi dans une grande entreprise ainsi qu'ils le désirent. D'une façon ou d'une autre, qu'il s'agisse d'individus qui « se débrouillent » dans une activité informelle qu'ils exercent comme soupape provisoire de sécurité dans l'espoir de réaliser un jour le rêve qui leur tient à cœur, ou qu'il s'agisse de ceux qui saisissent le secteur informel à bras le corps et en exercent une activité comme profession à titre principal, tous sont logés à la même enseigne pour ce qui est du financement. En effet, celui-ci leur fait cruellement défaut ou, du moins, il leur manque une épargne personnelle. Par contre, leurs attitudes et comportements vis-à-vis des sources de financement disponibles sont des plus paradoxales. Sont disponibles comme sources possibles de financement : les structures de micro-finance, les lignes publiques de financement, les associations d'entraide, les parents ou les amis, et les usuriers. Les deux premières sources, il est vrai, disposent de capacité de financement conséquent. Cependant, elles sont réprochées (Loba, 2010 : 266) par les populations que nous observons. Au contraire, celles-ci développent une nette préférence pour l'emprunt auprès de parents ou d'amis dont elles savent pourtant qu'ils ont une capacité de financement aléatoire. Aussi les dynamiques individuelles, bien que très prenantes, n'influencent-elles pas véritablement le niveau du chômage en Côte d'Ivoire. Elles constituent au contraire de la simple "débrouillardise" au quotidien qui ne peut ni apporter une contribution substantielle aux recettes fiscales, ni nourrir décemment son acteur. Par conséquent, elles corsent plus le problème du chômage en Côte d'Ivoire qu'elles n'apportent de solution. Ce que tentent de corriger, pour leur part, les dynamiques collectives.

1.2 – Les dynamiques collectives

Les dynamiques collectives, contrairement aux dynamiques individuelles qui consistent en des actions posées quotidiennement par chaque individu en vue d'améliorer un tant soit peu ses conditions de vie, sont des actions posées par des groupements de personnes. Ceux-ci visent à amener leurs différents membres ou leurs cibles à mieux comprendre la conjoncture difficile qu'ils vivent afin d'en tirer le meilleur profit. Ces groupements peuvent être d'ordre religieux, politique ou, simplement, des organisations de la société civile.

1.2.1 - Les dynamiques collectives d'origine religieuse

Il ne paraît pas surprenant de constater que des communautés religieuses, du moins des communautés membres des deux grandes religions monothéistes présentes majoritairement en Côte d'Ivoire, mènent des actions visant à résorber le chômage au sein de leurs adeptes. En effet, hormis les attitudes de conformisme qui poussent certaines personnes à adhérer à une religion donnée à l'exemple des Malinké [2] qui sont presque tous des musulmans, la plupart des lieux de culte sont fréquentés en grande majorité par des personnes en quête d'une réponse tant spirituelle que temporelle à leurs problèmes existentiels. Mais la dimension temporelle semble prendre de l'avance à en croire les différents sujets de prière des fidèles. La religion, phénomène social par excellence, doit évoluer avec la société, épouser l'air du moment au risque de tomber en désuétude. Elle doit en effet fournir des repères à ses fidèles, dissiper leurs inquiétudes, les mettre en confiance vis-à-vis des problèmes majeurs de la société et, quelquefois, des problèmes spécifiques que chaque individu rencontre. Et le problème majeur du moment, c'est celui de la pauvreté de masse dont le chômage constitue la dimension fondamentale. Dans les communautés musulmanes, le problème ne se pose pas avec acuité. Il est de notoriété que le taux d'inactivité reste très bas parmi les peuples en Côte d'Ivoire qui, de tradition, en sont membres. Chaque individu trouve presque toujours en effet, en raison d'habitudes familiales, à s'insérer dans le tissu économique. Aussi l'accompagnement des fidèles dans la création d'activités génératrices de revenu n'est-elle pas une priorité. Cependant, cela n'empêche pas la survenance d'actions ponctuelles à l'endroit de tel fidèle ou de tel autre qui se trouverait dans le besoin. A l'opposé, c'est dans les communautés chrétiennes que le besoin d'assistance est le plus marqué. Leurs membres sont en majorité originaires des zones forestières du sud et de l'ouest de la Côte d'Ivoire. Peuples de cultivateurs ou de pêcheurs[3] dans la vie économique précoloniale, ils abandonnent aujourd'hui terres et plans d'eau à la recherche d'emplois urbains associés à la modernité et à la réussite sociale. C'est donc eux qui, principalement,

sont touchés par la crise de l'emploi. Aussi la plupart de leurs communautés religieuses s'évertuent-elles à les aider à entreprendre des activités génératrices de revenu. Se faisant, les communautés chrétiennes qui mènent de telles actions s'aident elles-mêmes et cela ne relève guère de la philanthropie. Ne dit-on pas souvent qu'il « n'est pas bien d'aller dans la maison de Dieu les mains vides » ? Comment ces fidèles-là soutiendraient-ils l'œuvre de Dieu par les collectes dominicales, les dîmes et les cotisations diverses s'ils ne disposent pas de revenu ? Mais il n'y a aucune obligation en la matière pour les paroisses et communautés chrétiennes, et cela ne se fait que là où certaines conditions sont réunies.

« Dans notre paroisse, dit un curée, nous n'avons pas un programme formel pour aider les fidèles sans emploi à entreprendre des activités génératrices de revenu. Cela se faisait par le passé, mais certains problèmes ont amené le curée que je viens tout juste de remplacer à mettre un holà. Dans les petites communautés où les fidèles se connaissent presque tous, cela marche fort bien. Il en est de même à la cathédrale où le très grand nombre de fidèles permet d'avoir des sommes substantielles. Mais vous comprendrez que cela est très difficile chez nous ici. Avec nos moyens très maigres face à l'énormité des besoins, nous nous limitons à de simples actions ponctuelles de Caritas ».

Certaines communautés chrétiennes, des communautés relevant d'églises évangéliques notamment, mettent chacune en place une organisation assez complète en vue de faire face à la demande d'assistance. Alors que nous avons un jour accompagné un ami dans une de ces églises, nous avons nous-mêmes été interpellé par deux annonces. La première appelait les personnes qui désirent créer leurs propres activités génératrices de revenu à se rendre à un endroit qui leur était indiqué en vue de suivre pendant une semaine des cours d'initiation à l'entrepreneuriat. La deuxième, elle, invitait « les actionnaires du FONIC » [1] à une Assemblée Générale. Nous avons appris par la suite que cette communauté disposait de personnes ressources pour accompagner gracieusement les candidats à l'entrepreneuriat dans toutes les opérations et démarches que cela nécessite : constitution d'une micro-épargne dans les livres du FONIC, choix d'une activité et montage du projet, obtention d'un prêt, mise en place de l'activité, etc., jusqu'au remboursement du prêt obtenu. Et, si une compétence fait défaut pour une activité quelconque, il existe toujours la possibilité de solliciter une communauté sœur ou de recourir à un bénévole extérieur.

Il ressort de ce qui précède que l'engagement des communautés religieuses en Côte d'Ivoire face à la crise de l'emploi, celles des églises notamment, reste une réalité bien

qu'encore timide. Par ailleurs, leurs actions n'épuisent pas le registre de celles relevant des dynamiques collectives. En effet, l'action des partis politiques se fait de plus en plus sentir sur l'échiquier national, principalement depuis le début de la décennie 2000.

1.2.2 - Les dynamiques collectives émanant des partis politiques

Le débat politique, au cours de la campagne électorale en vue des élections présidentielles de 2000, a tourné principalement autour de la question du chômage et de l'emploi des jeunes. Concomitamment, chacun des grands partis politiques en Côte d'Ivoire a introduit dans son plan d'action la lutte contre le chômage et a mis en place en son sein une structure de promotion de l'entrepreneuriat. Il est vrai que l'action de ces structures n'est pas encore vraiment visible sur le terrain. Cependant, leur seule présence constitue un témoin très éloquent de la prise de conscience qui a émergé au sein de la société politique et qui promet la sensibilisation à outrance et l'élaboration de programmes conséquents. Pour certains partis politiques, la structure chargée de la promotion de l'entrepreneuriat existe seulement au niveau des instances dirigeantes. Ainsi la Jeunesse du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (JPDCI) dispose-t-elle au niveau national, aux dires d'un responsable départementale de ce parti politique, d'un secrétariat chargé des questions de l'entrepreneuriat des jeunes. Par contre d'autres partis politiques les ont ramifiées jusque dans les structures de bases, leur assurant ainsi un contact direct et permanent avec les populations qu'elles visent.

« Au Front Populaire Ivoirien (FPI), dit un membre du Comité Central de ce parti politique, la question de l'entrepreneuriat des jeunes relève au niveau national du Secrétariat Général. Dans les fédérations (représentations du parti au niveau départemental), c'est le deuxième Secrétaire Général Adjoint (SGA 2) qui s'occupe en général des questions de l'entrepreneuriat pendant que le SGA 1 s'occupe des questions administratives. De même dans les sections et les comités de base (représentations au niveau des sous-préfectures, des communes, des quartiers en ce qui concerne les centres urbains et des villages pour ce qui est du milieu rural), la question de l'entrepreneuriat est de la compétence du secrétaire à l'encadrement. Mais la chose n'est pas encore codifiée et n'apparaît donc pas dans l'organigramme du parti. »

Cependant pour des raisons diverses, la présence de ces structures chargées de l'entrepreneuriat au sein de chaque parti politique reste encore assez discrète comparativement aux activités menées par les organisations de la société civile.

1.2.3– L'action des organisations de la société civile

Les actions des organisations de la société civile dans le champ de la lutte contre le chômage en Côte d'Ivoire par la promotion de l'entrepreneuriat sont de loin les plus nombreuses et les plus variées. Elles empruntent en effet toutes les formes imaginables pour ainsi dire. Aussi trouve-t-on, bien des fois, des cabinets bénévoles de montage de microprojets. Ces cabinets sont mis en place pour la plupart par de petites ONG locales, très nombreuses du reste, dont l'action consiste à conseiller les personnes sans emploi et à les accompagner dans la création de leurs activités génératrices de revenu. Ils aident ces personnes à identifier une activité porteuse, à élaborer le plan d'affaire et à rechercher le financement. L'ONG 'Emploi pour tous', dans la commune d'Abobo [6], est un exemple de cette forme d'action contre le chômage. Mais les actions centrées sur la sensibilisation sont les plus récurrentes. Elles consistent à organiser, suivant une certaine périodicité, une fois l'an en général, des salons ou des forums visant à faire la promotion de l'entrepreneuriat. Nous en voulons pour preuve le salon des métiers et carrières, organisé chaque année. Ce salon réuni sur une même plate-forme, suivant le principe des journées portes ouvertes, plusieurs corps de métier afin que le public rentre directement en contact et s'instruise auprès des acteurs de ces métiers. Il est certes organisé à Abidjan, mais la magie des médias porte ses effets jusque dans les tréfonds du territoire national. Le forum emploi-jeune vise aussi le même objectif et s'organise de la même façon, hormis le fait qu'il est plus spécifiquement orienté vers les jeunes et centré sur leurs besoins.

Au regard de ce qui vient d'être dit, il est loisible de déduire que les populations de Côte d'Ivoire n'adoptent pas toutes une attitude d'accommodation à la pauvreté, cette pauvreté dont l'expression majeure reste la difficulté des individus à trouver un emploi. Au contraire, bon nombre d'entre elles, vraisemblablement la plus grande proportion, engagent des actions offensives visant à dominer la situation. Toutes ces actions, faut-il le souligner, s'inscrivent dans une logique d'interprétation de la conjoncture d'une part et, d'autre part, de l'appréciation de l'action de l'autorité. Leur saine compréhension recommande d'élucider cette logique.

II – Esquisse d’interprétation des dynamiques populaires

De quoi ces dynamiques des populations pauvres face à la crise de l’emploi en Côte d’Ivoire sont elles significatives ? Quelles significations sociales faut-il leur accorder ? Telle est à présent notre centre d’intérêt. Cette esquisse d’interprétation prendra trois directions. Elle présentera d’abord ces dynamiques, dans l’entendement des populations que nous observons, comme un aveu d’impuissance et d’échec de l’autorité. Elle montrera ensuite que la pauvreté a changé de nature chez ces populations, qu’elle n’est plus chez elles ce phénomène inéluctable qu’elle était jadis, mais qu’elle est perçue désormais comme un phénomène pathologique perfectible. Enfin, cette esquisse d’interprétation s’attèlera à montrer que ces dynamiques populaires constituent une affirmation de la capacité technique, organisationnelle et managériale de ces populations locales, et que les autorités et les experts se doivent de les considérer avec le plus grand sérieux.

2.1 – Les dynamiques populaires : une affirmation de l’impuissance de l’autorité

Ainsi que nous l’avons souligné plus haut, l’autorité ivoirienne déploie depuis le début de la décennie 90, des efforts soutenus en vue de promouvoir l’auto-emploi. Ces efforts, avons-nous dit également, font suite à trois décennies de politique de recherche du plein emploi par le maintien d’une croissance économique très forte, l’emploi étant considéré comme « *une conséquence de la croissance économique* » (Ministère des finances, des affaires économiques et du Plan, 1963 : 6). D’où vient donc que les populations qui, au temps du ‘‘miracle ivoirien’’ [7], avaient une forte confiance en la capacité de la puissance publique à maîtriser les grands problèmes sociaux, se jettent aujourd’hui dans l’arène pour rechercher elles-mêmes les solutions à leurs problèmes ? Pourquoi les populations locales en Côte d’Ivoire s’activent-elles de façon individuelle ou collective à rechercher elles-mêmes des réponses aux fléaux majeurs qui minent la société ivoirienne, indépendamment de l’action des autorités ? Deux hypothèses, dans ce paragraphe, sous-tendront notre réflexion. D’une part, ces dynamiques populaires doivent être considérées comme le résultat du constat de l’échec des actions institutionnelles. D’autre part, elles doivent être perçues comme le fruit de la méfiance des populations locales vis-à-vis des personnalités qui incarnent cette autorité.

Le constat se fonde d’abord et avant tout sur l’aveu tacite de l’autorité elle-même. En effet, de la recherche hardie d’une croissance économique très forte en tant que catalyseur supposé du plein emploi, l’autorité ivoirienne est passée à la promotion des entreprises clé en main en vue de résorber le chômage dont le poids se faisait déjà sentir au cours de la décennie 70, puis à celle de l’auto-emploi, dès le début des années 90. Ces différents changements de

cap sont fort significatifs. L'on peut constater très nettement que les autorités ivoiriennes vont à reculons. Dans l'euphorie de la liberté (re) trouvée, elles ambitionnent de gagner le pari d'une société sans chômeur et sans mendiant et mettent en place une politique qu'elles pensent pouvoir les y conduire. Le changement de cap, l'abandon de cette option pour une politique de création d'entreprises clé en main en vue d'y employer les nombreux laissés pour compte que l'option précédente a occasionnés, témoigne de leur impuissance devant une gageure dans laquelle elles se sont jetées de façon inconsidérée. Elles choisissent alors de poursuivre un objectif "un peu moins ambitieux". Placer ces laissés pour compte dans des entreprises taillées sur mesure peut constituer un challenge "plus réaliste". Mais là encore, les autorités se trouvent submergées par le flot des demandeurs d'emploi, nourri par une scolarisation à cent pour cent quasiment réussie doublée d'une très forte immigration transfrontalière. La politique de l'emploi est alors révisée. L'on parle désormais de la promotion de l'auto-emploi. Depuis plus de vingt ans, cette politique mobilise toutes les énergies en Côte d'Ivoire. Fonds sociaux, micro-finance, Fonds national de solidarité, Banque pour l'emploi, Forum pour l'emploi, etc., tout est mis en œuvre, mais les résultats se font attendre désespérément. Il n'en faudra pas plus pour que les populations se rendent compte que les autorités "n'ont pas la solution". Et les nombreux tâtonnements infructueux de celles-ci confortent celles-là dans leur position qu'elles ne seront mieux servies que par elles-mêmes ainsi que l'enseigne la sagesse populaire. Aussi les populations prennent-elles des initiatives visant à améliorer un tant soit peu leur quotidien indépendamment des actions des autorités. Cependant, ces dynamiques populaires revêtent aussi une toute autre signification. Elles traduisent en effet la méfiance des populations pauvres vis-à-vis des hommes politiques et des outils qu'ils mettent en place.

Pour ces personnes pauvres ainsi qu'il ressort des entretiens que nous avons eus avec quelques unes dans le cadre de nos recherches doctorales, les hommes politiques sont toujours en quête de la clientèle. Et pour cela, ils ne dédaignent pas de faire feu de tout bois, tous les moyens étant bons pour pêcher des militants, élargir chacun son champ de clientèle sociale et par ricochet, agrandir son influence politique et se rendre incontournable dans sa chapelle. Dans un tel contexte, les fonds qu'ils mettent en place en vue de la promotion de l'auto-emploi, ou ceux dont ils assurent simplement la gestion, sont perçus par leurs cibles comme des filets d'une rare efficacité dans la pêche des clients politiques. Nous en voulons pour preuve cette déclaration d'un interviewé :

« ...tout cela, c'est des fonds politiques (...). Ces hommes politiques là, ils ne font jamais rien pour rien ».

Ce qui revient à dire que lorsqu'un homme politique pose une action, dans l'entendement de ce locuteur tout comme dans l'entendement populaire, c'est toujours pour en tirer un dividende. Les stratégies pour se prémunir contre les risques réels ou supposés que comporteraient ces actions politiques nourrissent les dynamiques de ces populations pauvres face à la crise de l'emploi de façon singulière et, d'une façon générale, face à la pauvreté. Ces dynamiques elles-mêmes, faut-il le souligner, s'inscrivent dans la logique d'une perception nouvelle de la pauvreté.

2.2 – Les dynamiques populaires : le fruit d'un regard nouveau sur la pauvreté

Suivant la sagesse populaire, le riche, et le pauvre par ricochet, vient du ciel. En d'autres termes la richesse ou la pauvreté par ricochet, est le résultat d'un décret de la Providence. La richesse est une bénédiction divine, et la pauvreté une damnation. Par conséquent, elle apparaît comme un phénomène contre lequel nul ne peut lutter, seul Dieu étant capable de mettre fin à une condamnation qu'Il a prononcée Lui-même. Cette conception, disparue en Europe Occidentale depuis l'éclosion du mercantilisme, reste encore relativement vivace dans la plupart des sociétés lignagères en Afrique Noire. Si dans ces sociétés la richesse et la pauvreté relèvent toutes les deux d'un décret divin, il ne reste pas moins que celle-ci est toujours définie par opposition à celle-là. Le pauvre est tout le contraire du riche car dépourvu ou mal pourvu de ce qui fait la puissance ou la richesse. Et la richesse n'est presque jamais définie en des termes monétaires. Sa définition revêt trois dimensions : une dimension matérielle, une dimension sociale, et une dimension psychologique. La dimension matérielle se réfère davantage aux denrées alimentaires et aux objets pris comme précieux dans la société considérée, en termes d'existence ou d'abondance pour traduire la richesse, de manque ou d'insuffisance pour exprimer la pauvreté. Aussi pour exprimer la richesse ou la pauvreté des personnages, Chinua Achebe (1972) écrit-il : « ...il possédait trois énormes granges, neuf épouses et trente enfants » pour montrer l'immensité de la richesse d'un personnage et, « ...ne possédait aucune grange (...) ; sa femme et ses enfants avaient à peine assez à manger... », pour décrire la pauvreté d'un autre. La dimension sociale prend appui sur le rayonnement familial de l'individu et son importance dans la vie de la communauté à laquelle il appartient, comme être un membre influent de la cour suprême à l'instar d'Okonkwo (Chinua Achebe, *op. cit.*), le Grand-masque [8] de la région, le *bagnon*[9] sans lequel la communauté ne peut s'engager dans une compétition de danse, par exemple. La dimension psychologique fait appel à ses qualités intrinsèques comme le courage, la volonté, la bravoure, etc., en vertu desquelles l'individu a pu se hisser à un diapason supérieur à celui

du commun de ses concitoyens. Cette conception interdisait, ainsi que nous l'avons déjà souligné, toute idée d'une lutte contre la pauvreté, l'on étant riche ou pauvre par décret divin. Les dynamiques populaires actuelles procèdent donc d'une transformation du regard sur le phénomène en fonction des principes cardinaux du constructivisme social dont nous avons fait le choix méthodologique. Selon ces principes en effet, une société n'abandonne jamais brusquement une forme culturelle donnée, mais la dilue progressivement avec des informations nouvelles, au fur et à mesure que celles-ci lui parviennent, jusqu'à son extinction totale dans un temps plus ou moins long. Corcuff(1995) ne dit pas autre chose lorsqu'il écrit que « *Le monde social se construit à partir des pré-constructions passées (...). Les formes sociales passées sont reproduites, appropriées, déplacées et transformées alors que d'autres sont inventées* ». Suivant ce principe, ce regard nouveau sur la pauvreté viendrait donc nécessairement d'informations nouvelles que ces sociétés traditionnelles d'Afrique Noire auraient reçues. Une incursion dans l'histoire de ces peuples montre que ces informations sont susceptibles de provenir des deux grands contacts qu'ils ont eus avec des civilisations venues d'Europe et d'Asie. Ce sont d'une part les contacts transsahariens avec la civilisation arabo-berbère et de l'autre, les contacts transatlantiques avec la civilisation judéo-chrétienne. Nous supposons négligeables dans cet article, pour des raisons diverses, l'influence des contacts à travers l'océan indien avec la civilisation de l'Asie-méridionale. Ces deux contacts ont occasionné un lessivage sans nul autre pareil de la civilisation négro-africaine, une transformation très profonde de l'imaginaire social des populations et de la place de l'homme dans l'univers, et un regard entièrement neuf sur les choses. Le regard sur la pauvreté n'échappe pas à ce 'métamorphisme' même si les conceptions anciennes n'ont pas encore entièrement disparu, et l'on est aujourd'hui juste aussi riche que l'on peut. Avec ce changement d'angle de vue, c'est la nature même de la pauvreté qui s'est modifiée. Modifications pilotées d'abord par les deux grandes religions monothéistes consécutives aux différents contacts dont il a été question plus haut, puis aujourd'hui par les grands observatoires économiques et sociaux mondiaux avec leurs arsenaux de publications et de médias. Si la "nouvelle" pauvreté garde avec la "pauvreté ancienne" le même nombre de dimensions, la nature de ceux-ci et leurs indicateurs pertinents ont changé : l'on parle maintenant d'un aspect monétaire et financier, d'un aspect relatif à l'accessibilité et d'un aspect psychologique. Pire, certains indicateurs perçus hier comme signe de la prospérité sont retenus aujourd'hui comme symptomatiques de la pauvreté. L'on rirait par exemple aujourd'hui d'un homme qui serait l'époux de neuf femmes et père de trente enfants à l'image du personnage de Nwakibi que Chinua Achebe (*op. cit.*) a présenté comme un

richissime. Ce changement d'angle de vue sur la pauvreté témoigne aussi et surtout, à n'en point douter, d'une (re) affirmation de la capacité des populations locales que les durs moments de réification de "l'homo africanus" que sont la traite négrière, la période plus ou moins longue de colonisation et les pouvoirs providentiels qui lui ont succédé, avaient mis en mal.

2.3 – Les dynamiques populaires : témoin de la capacité des populations locales

Les capacités techniques et organisationnelles des populations locales ont assez souvent été négligées dans la conception et la mise en œuvre des programmes de développement tels qu'inspirés d'un discours du Président Truman. C'est Truman qui, alors Président des Etats-Unis d'Amérique et devant le spectacle d'une Europe détruite et défigurée par la deuxième guerre mondiale, a souligné en janvier 1949 le devoir « moral » d'amener les peuples et les nations pauvres à accéder à une vie meilleure, inaugurant ainsi l'ère des aides internationales. Depuis cette date, ces aides internationales à l'endroit des pays pauvres, de même que les actions en faveurs des défavorisés à l'intérieur des différents Etats, jamais n'ont pu se départir des considérations morales et moralisantes inspirées de la théorie de la modernisation elle-même fondée sur des bases évolutionnistes. L'objectif sous-jacent des interventions étant de tirer de leur "léthargie", bien souvent contre eux-mêmes, ces peuples « à la traîne », leur culture, leur histoire, leur point de vue, leurs savoirs en un mot, perdent tout intérêt et sont même perçus comme des obstacles. Aussi les hommes politiques et les experts font-ils toujours tomber par-dessus les populations locales des programmes de développement souvent en déphasage avec les réalités telles que ces populations les perçoivent et les vivent. Ce qui contribue à empirer leur situation plutôt que l'améliorer. Les programmes d'ajustement structurel déployés dans la plupart des pays pauvres au cours de la décennie 80 constituent un témoignage fort édifiant de ces interventions menées dans la logique du Prince magnanime qui n'agit que pour le bonheur de ses sujets [10].

Cette façon de gérer les programmes de développement en toute méconnaissance des savoirs locaux entendus comme des systèmes de savoirs et de savoir-faire spécifiques à chaque culture ou à chaque société (Dialla, 2004 : 5), a longtemps fait ombre à l'approche centrée sur l'acteur qui constitue la méthode du développement local auquel nous avons été nourri. En effet, le développement local recommande de partir des spécificités propres des populations locales afin d'appuyer leurs actions dans leur quête quotidienne d'un mieux être. Ce qui suppose l'existence d'un savoir local. Bien qu'il ait toujours été nié, celui-ci n'a jamais fait défaut. En effet les populations locales de Côte d'Ivoire n'avaient pas attendu, pour mettre en valeur les ressources qui les environnent, que les colons blancs remplacés par des

“colons noirs” au lendemain des indépendances, viennent leur tenir la main et les organiser. A l’appui de cette affirmation nous voudrions rappeler, pour ne citer que cet exemple choisi parmi mille et un autres, comment les populations ivoiriennes se sont approprié la culture du café et du cacao dès qu’elles l’ont observée chez les premiers colons blancs. Point n’a été besoin de leur faire faire de longs et compliqués exercices d’apprentissage. Ce savoir local transparait à n’en point douter et sans verser dans le populisme, dans les dynamiques populaires vis-à-vis du phénomène à propos duquel l’on souhaite intervenir. Toute chose qui pousse à dire que ces dynamiques populaires témoignent de la capacité technique et organisationnelle des populations locales et invitent les praticiens à suivre les recommandations de Gregory Knight (1974) dans son étude sur les pratiques agricoles des Nyiha en Tanzanie.

Conclusion

Les préoccupations à l’origine de cette entreprise étaient de décrire les dynamiques des populations pauvres de Côte d’Ivoire face à la crise de l’emploi, puis de dire de quoi elles sont significatives. Cela était d’autant plus important que les différents auteurs, de même que les praticiens, avaient toujours fait l’impasse sur ces dynamiques populaires pourtant bien réelles. Tout se passait comme si ces dynamiques n’existaient pas, comme si elles n’avaient jamais existé et que seule l’autorité menait des actions de lutte contre la pauvreté en général et la crise de l’emploi de façon singulière. Aussi, rompre avec cette conviction confortablement installée paraissait une gageure. Nous nous y sommes essayé en mobilisant conjointement une approche quantitative et une approche qualitative. Les résultats ont confirmé notre hypothèse tacite suivant laquelle les dynamiques populaires existent bel et bien. Ces résultats ont en outre révélé que les dynamiques des populations pauvres résultent de leurs stratégies individuelles et/ou collectives dans leur quête quotidienne d’un mieux être et dans leurs manœuvres pour se prémunir contre les pièges réels ou supposés des autorités politiques, celles-ci étant soupçonnées de vouloir exploiter l’infortune des pauvres pour conforter leurs positions. L’analyse thématique des discours des populations que nous avons observées a mis en relief que la pauvreté est devenue chez elles une conjoncture malheureuse et que chacun peut devenir aujourd’hui aussi riche ou aussi pauvre qu’il a (ou manque) de volonté et du courage. Mais les comportements induits par cette transformation de la pauvreté emportent des conséquences qui sont sans doute malheureuses. En effet, les dynamiques issues de cette conception entrent fatalement en contradiction avec les actions institutionnelles. Il importe donc pour ceux qui pilotent ces actions institutionnelles de bien

cerner ces dynamiques locales afin de les canaliser et établir avec leurs auteurs une synergie d'action. La bonne réussite des actions institutionnelles est à ce prix.

Références :

Chinua(Achebe), 1972, *Le monde s'effondre*, Paris, Présence Africaine (roman).

Dialla (Basga Emile),2004,*Les savoirs locaux : un capital culturel souvent occulté*,

Ouagadougou,DT-CAPES N°2004-11.

Knight (Gregory), 1974,*Ecology and change: Rural modernization in an African community*, New York: AcademyPress.

Loba, (Gnabro Robert), 2010, *Des fonds sociaux au fonds national de solidarité : quelle politique de promotion de l'auto-emploi dans le cadre de la lutte contre la pauvreté en Côte d'Ivoire*, Thèse de Doctorat Unique en sociologie, Université de Bouaké.

Ministère des finances, des affaires économiques et du plan, 1963, *Perspectives décennales de développement économique, social et culturel de la république de Côte d'Ivoire 1960-1970*.

Ministère du Plan, 1977, *Plan quinquennal de développement économique, social et culturel de la République de Côte d'Ivoire 1976 – 1980*, Abidjan, NEA, P. 551.

Ministère de la planification du développement, 2002, *Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté-Intérimaire*, Côte d'Ivoire I-PRSP French version April 5, 2002 (12 :46 PM)

Notes

1 - Hormis les projets clés en main des trois premières décennies de l'indépendance, les politiques formelles de promotion de l'auto-emploi par le financement des projets générateurs de revenus ont été inaugurées par l'ordonnance N° 87-366 du premier avril 1987. Mais les décrets d'application de cette ordonnance ont été pris en 1991.

2 - Groupe ethnique habitant le Nord de la Côte d'Ivoire et beaucoup d'autres Etats en Afrique Occidentale, notamment le Mali, la Guinée, le Sénégal, la Gambie, etc. C'est un peuple fortement islamisé. En Côte d'Ivoire, les Malinké sont musulmans par tradition.

3 - Les populations qui vivent aux alentours des lagunes le long du Golfe de Guinée partagent leurs activités économiques entre l'agriculture et la pêche.

4 - FONIC : Fonds National d'Initiative Chrétienne. C'est une structure de micro-finance créée et gérée par les fidèles de cette église en vue d'aider ceux d'entre eux qui seraient sans emploi, à entreprendre des activités génératrices de revenu. Elle n'exclut pas les personnes qui ne sont pas de ladite église, mais les membres de la communauté sont prioritaires.

5 - Abobo est une commune du district d'Abidjan, située à l'extrême nord de la Ville. C'est un quartier dortoir pour les populations au revenu modeste ou insuffisant.

6 - Abobo est une commune du district d'Abidjan, située à l'extrême nord de la Ville. C'est un quartier dortoir pour les populations au revenu modeste ou insuffisant.

7 - La croissance économique de la Côte d'Ivoire au cours de la première décennie de son indépendance acquise le 7 août 1960 a été si rapide que les observateurs l'ont qualifiée de miracle. Aussi l'on a-t-on parlé du miracle ivoirien.

8 - Chef de la confrérie des masques et dépositaire de tous les fétiches qui leurs sont rattachés. Le Grand Masque représente par conséquent une personnalité aux pouvoirs magiques connus et craint de tout le monde. Ce qui lui vaut respect et considération.

9 - Bel homme chez les Bété du Centre-ouest de Côte d'Ivoire. C'est le statut social de l'homme qui réunissait tous les canons de la beauté dans leur système culturel, et à qui l'on enseignait dès son plus jeune âge toutes les danses du terroir afin qu'il soit le porte-flambeau de sa communauté à l'occasion des compétitions intervillages de danse.

10 - Se référer à Loba (2010, op. cit.) pour plus de détails sur ce développement.